

France-Guéret: Road markings

OJ S 109/2014 07/06/2014

Contract notice

Supplies

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Conseil général de la Creuse

National registration number: 22230962700016

Postal address: Hôtel du Département – DAG – bureau des marchés Publics – 4 place Louis Lacrocq – BP 250

Town: Guéret Cedex

Postal code: 23011

Country: France

For the attention of: Mme Anne-Marie Laucournet

Telephone: +33 544302683

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

I.3. Main activity

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Fourniture et livraison de produits de marquage routier pour le département de la Creuse.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: Parc départemental de la Creuse – Clocher, 23000 Saint-Sulpice-le-Guérétois.

NUTS code FR632 Creuse

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Fourniture et livraison de produits de marquage routier pour le département de la Creuse.

II.1.6. CPV code(s)

34922100 Road markings

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement**II.2.1. Total quantity or scope**

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande avec un minimum de 10 000 EUR HT et un maximum de 250 000 EUR HT pour la période initiale et chaque période de reconduction éventuelle.

Le marché sera conclu pour une période initiale d'un an qui court à compter de sa date de notification, il pourra être reconduit 3 fois par périodes successives d'un an. La durée du marché, reconductions incluses, ne pourra excéder 4 ans maximum.

Le montant prévisionnel maximum des commandes pour la durée totale du marché (périodes éventuelles de reconduction comprises) s'élève à 1 000 000 EUR HT.

II.2.2. Information about options**II.2.3. Information about renewals****II.3. Duration of the contract or time limit for completion****Section III: Legal, economic, financial and technical information**

III.1. Conditions related to the contract**III.1.1. Deposits and guarantees required****III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them**

Unité monétaire: l'euro.

Délai global de paiement: 30 jours.

Dépense financée sur les ressources propres du budget départemental.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

groupement solidaire

III.1.4. Contract performance conditions**III.2. Conditions for participation****III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions: Les candidatures seront examinées sur la base des documents fournis par les candidats en application de l'article 4.2 du règlement de la consultation. Les candidats ne présentant pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'objet et de l'importance des marchés seront éliminés.

Situation juridique:

- une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le candidat atteste qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner, conformément à l'article 43 du code des marchés publics,
- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La présentation d'une liste des principales fournitures et prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Les entreprises récemment créées peuvent justifier de leurs références par d'autres moyens.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Valeur technique (en points). Weighting 70
2. Prix des prestations (en points). Weighting 30

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1.

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

16.7.2014 - 12:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 16.7.2014 - 14:00

Place: Postal address: guéret

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

VI.2. Information about European Union funds

VI.3. Additional information

Langue devant être utilisée dans la candidature et l'offre: le Français.

L'accord cadre cité à la rubrique II. 1.3) ci-dessus s'entend par marché à bons de commande avec mini et maxi, conformément aux dispositions de l'article 77 du code des marchés publics. Les délais de livraison sont exprimés en jours ouvrés (ne sont pas compris les samedis, dimanches et jours fériés) ; ils courent à compter de la date d'envoi des bons de commande.

Le dossier de consultation sur support papier peut être obtenu sur demande expresse auprès du bureau des marchés publics par télécopie : +33 544302684 ou par courriel : bureau-marches@cg23.fr .

Ou par voie électronique à l'adresse suivante: <https://marchespublics.creuse.fr> où le candidat est invité à préciser le nom de son entreprise, son adresse électronique et le nom de la personne physique téléchargeant les documents afin que puissent lui être communiquées les modifications et précisions apportées au dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur les enjeux de l'indication de ces informations.

Le téléchargement partiel du dossier de consultation des entreprises, dont la version complète est mise à disposition des candidats sur le profil de l'acheteur, se fait sous l'entière responsabilité de l'entreprise. L'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics rend facultative l'identification des opérateurs économiques pour le téléchargement du dossier de consultation des entreprises. Par conséquent, la décision de ne pas s'identifier sur le profil de l'acheteur du Conseil général de la Creuse ou le fait d'avoir communiqué une adresse de messagerie erronée relève de l'entière responsabilité des candidats qui ne pourront élever aucune réclamation en cas de modification du dossier de consultation des entreprises dont ils ne seraient pas destinataires.

En cas de co-traitance : en cas de candidature présentée par un groupement, elle doit contenir: pour chaque co-traitant:

- tous les documents qui sont exigés du candidat pour justifier de sa situation juridique, de ses capacités professionnelles, techniques et financières,

- une lettre de candidature présentée sur un formulaire Dc1: ce document doit être signé de façon originale et manuscrite (pour la transmission sur support papier) par tous les co-traitants, mentionner le type de groupement ainsi que le mandataire et doit désigner sans équivoque celui ou ceux d'entre eux habilités à signer les pièces de l'offre,

Si le candidat fait valoir les capacités d'autres opérateurs économiques (sous traitance ou autre), le candidat doit produire les documents suivants :

- les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés pour justifier sa situation juridique, de ses capacités professionnelles, techniques et financières,

- un engagement écrit émanant de ces opérateurs économiques dans lequel ils attesteront que le candidat disposera effectivement de leurs capacités pour l'exécution du marché. En l'absence de ces documents, seuls les documents concernant le candidat seront pris en compte pour l'appréciation de ses capacités professionnelles, techniques et financières au stade de la candidature.

Les entreprises récemment créées peuvent justifier de leur capacité économique, financière, technique et professionnelle par d'autres moyens.

Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec avis de réception, déposées contre récépissé ou transmises par voie électronique.

Les candidats, une fois identifiés sur le profil de l'acheteur, peuvent déposer leurs candidatures et leurs offres par voie électronique à l'adresse suivante:

<https://marchespublics.creuse.fr> dans les conditions décrites à l'article 7.2 du règlement de la consultation. Avant de déposer leur offre électronique, il est recommandé aux candidats de consulter, en plus du dossier de consultation des entreprises, les rubriques «Questions /Réponses» et «Rectificatif» afin de prendre en considération, pour l'élaboration de leur offre, tous les éléments fournis par le pouvoir adjudicateur pendant la consultation.

Le Conseil général de la Creuse sera fermé le 9.6.2014.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Conseil général de la Creuse

BP 250, F-23011 Guéret

Tél. : +33 544302367.

E-Mail: bureau-marches@cg23.fr

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 5.6.2014.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 1 cours Vergniaud

Town: Limoges

Postal code: 87000

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: Articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative: dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Article R.551-7 du code de justice administrative pour le référé contractuel: au plus tard 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.

Pour le référé précontractuel (article 80-I du code des marchés publics): au terme de l'alinéa 2 de l'article L.551-1 du code de justice administrative «Le juge est saisi avant la conclusion du contrat» et au terme des alinéas 2 et 3 de l'article R.551-5 du code de justice administrative: le juge ne peut statuer avant le seizième jour à compter de la date d'envoi de la décision d'attribution du contrat aux opérateurs économiques ayant présenté une candidature ou une offre.

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

5.6.2014